



# A LA DGFIP, NOUS SOMMES AUSSI DES « GOODYEAR »

La maxime « *selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir* » n'a jamais été autant d'actualité. La différence est, qu'aujourd'hui, en matière de luttes sociales, les tribunaux sont médiatiques : le poids des maux pèse peu en regard du choc des images.

Après l'intimidation via les gardes à vue et les prises d'empreintes ADN, une méthodique œuvre de destruction des foyers de résistances aux politiques de casse des acquis sociaux et de démolition du Code du travail est en marche. La liste des syndicalistes poursuivis en justice (**Continental, UL du Havre, Roanne...**) n'a de cesse de s'allonger depuis maintenant plusieurs années, sous l'impulsion du gouvernement. Les sanctions tombent, comme pour l'inspectrice du travail de **Téfal** condamnée ou les salariés d'**Air France** licenciés. Aujourd'hui, ce sont les **Goodyear**, condamnés à de la prison ferme (alors que les plaintes ont été retirées par le patronat) pour avoir voulu défendre les revendications des salariés face à la destruction de leur outil de travail.

Les grands médias nationaux prêtent main-forte à cette entreprise de démolition par leurs prises de position orientées.

Où sont les dénonciations médiatiques suite aux dégradations des portiques en Bretagne, des pneus brûlés à la Porte Maillot ou lors de l'incendie du centre des Finances publiques de Morlaix ?!...

Pourquoi les arrestations à 6 h du matin de syndicalistes sont-elles médiatisées comme l'arrestation des ennemis publics numéro 1, si ce n'est pour peser sur les poursuites judiciaires ?

Tout ceci contribue au sentiment du « *deux poids, deux mesures* », afin de briser toute résistance à la destruction des emplois et de l'industrie. Tandis que certains sont traînés en justice par les pouvoirs publics, d'autres peuvent agir en toute impunité.

Pour la CGT Finances Publiques, il n'est pas acceptable que l'expression légitime de colère des salariés dans l'action syndicale collective suite à la violence qui leur est faite par la perte de leur emploi, la désocialisation et la précarisation de leurs familles, les conduisent devant les tribunaux comme des délinquants de droit commun. La responsabilité de ce gouvernement est évidente dans la répression syndicale féroce engagée contre les salariés et leurs représentants.

Montreuil, le 1<sup>er</sup> février 2016

**Syndicat national  
CGT Finances Publiques**

• Case 450 ou 451

• 263 rue de Paris

93514 Montreuil Cedex

• [www.financespubliques.cgt.fr](http://www.financespubliques.cgt.fr)

• Courriels :

[cgt@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt@dgfip.finances.gouv.fr)

[dgfip@cgt.fr](mailto:dgfip@cgt.fr)

• Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63

## Demain, à qui le tour ?

***C'est pourquoi la CGT Finances Publiques appelle les agents à participer massivement aux rassemblements ce 4 février, pour exiger la relaxe immédiate des 8 syndicalistes de Goodyear.***

***Il est plus que nécessaire que l'ensemble des salariés s'empare de ce dossier pour que le mouvement syndical et tous les salariés soient enfin entendus.***